

PLATEFORME ÉLECTORALE DE LA FTQ DÉMOCRATIE ET LANGUE

SECTION 4 DE 4

| SECTION : DÉMOCRATIE ET LANGUE |

La FTQ défend depuis longtemps le caractère distinct de la société et du modèle québécois. Celui-ci s'exprime notamment à travers une histoire, des institutions, un vivre-ensemble, une vitalité économique et sociale, un État-providence développé, un tissu social diversifié, un régime social et des lois du travail qui favorisent plus d'équité au sein de la société. Ce caractère distinct du Québec est aussi lié à la vitalité de sa langue commune, à ses valeurs et pratiques démocratiques, de même qu'au dynamisme et à la diversité de ses régions.

22. RESTAURER UN DIALOGUE SOCIAL FORT À TRAVERS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS AXÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE LOCAL ET RÉGIONAL

Les syndicats sont des acteurs incontournables du développement social et économique des communautés et des régions. Depuis des dizaines d'années, ils portent la voix et les intérêts des travailleurs et des travailleuses dans des lieux de concertation qui regroupent divers acteurs de la société civile. Ces instances influencent les politiques et les stratégies de développement local et régional.

Dans sa politique d'austérité, le gouvernement a considérablement affaibli, et même aboli, plusieurs de ces instances régionales de concertation, comme les Centres locaux de développement (CLD) et les Corporations de développement économique et communautaire (CDEC). Celles-ci étaient pourtant ancrées dans leurs milieux depuis des années et y favorisaient le développement de l'emploi et la vitalité socioéconomique. Elles donnaient une voix aux acteurs de la société civile pour développer leurs régions et leurs communautés à leur image.

Or, le développement des régions ne doit pas être l'affaire des élus et du marché seulement. Le partage du pouvoir et l'implication de la société civile sont incontournables pour assurer le respect des besoins et des priorités des travailleurs et travailleuses, et des populations locales. Dans toutes les régions, il faut renouer avec les structures et les mécanismes du dialogue social pour assurer la pérennité des milieux de vie et la viabilité des projets de développement.

23. ADOPTER UN NOUVEAU MODE DE SCRUTIN MIXTE PROPORTIONNEL

Élections après élections, notre mode de scrutin – le scrutin uninominal majoritaire à un tour – est remis en question. Dans le système actuel, c'est le parti qui fait élire une majorité de députés qui prend le pouvoir, et non pas nécessairement celui ayant obtenu le plus de votes. Ce mode de scrutin n'accorde donc pas la même valeur à chacun des votes exprimés. Dans ce contexte, il est aussi difficile pour les petits partis de prendre leur place. Ces limites sont dénoncées depuis fort longtemps et ont fait l'objet de plusieurs consensus et critiques constructives à travers différents travaux ces dernières années. Malgré leurs engagements, les partis portés au pouvoir continuent d'écarter une réforme électorale pourtant nécessaire.

La FTQ reconnaît que la société québécoise a évolué et qu'une véritable place doit être faite à la diversité de la représentation et au pluralisme politique. La centrale est donc en faveur d'une réforme du mode de scrutin intégrant des éléments de proportionnalité. La FTQ exige donc des engagements clairs, de la part des politiciens, à appuyer un mode de scrutin proportionnel mixte et à l'introduire dans les meilleurs délais.

24. RENFORCER ET AUGMENTER LE FINANCEMENT DES MESURES DE FRANCISATION

Dans son plus récent rapport, la vérificatrice générale a qualifié la francisation au Québec de « fiasco ». Quelle déception d'apprendre que seule une personne immigrante sur trois ayant besoin de cours de français l'avait effectivement obtenu. Les personnes immigrantes ont un rôle important à jouer dans le tissu économique, social et culturel du Québec. Cependant, sans changement de cap majeur dans le processus même d'intégration et de francisation, leur participation au vivre-ensemble risque d'être trop limitée. Ces personnes risquent fort de vivre des formes d'exclusion sociale, économique ou culturelle. De plus, ces politiques ne permettent pas de freiner le recul de la langue française au Québec.

Cette évolution est très préoccupante. Malgré les critiques sévères de la vérificatrice générale, le gouvernement s'enferme dans des actions timorées et des mesures remises à plus tard. La FTQ s'attend à l'affirmation d'une véritable volonté politique en matière de francisation. Outre sa revendication traditionnelle, à savoir l'application de la Charte de la langue française dans les entreprises de 50 employés et moins, la FTQ demande le renforcement et l'augmentation des mesures de financement destinées aux personnes immigrantes dans le but de rendre obligatoire la francisation lors de leur installation au Québec.



Lors des élections générales d'octobre 2018, la FTQ et ses syndicats affiliés souhaitent l'élection d'un gouvernement qui s'engagera résolument à promouvoir un régime de justice sociale, de dignité de la personne et de liberté démocratique. C'est pour contribuer à atteindre ce résultat que la FTQ et ses syndicats affiliés rendent publique une plateforme électorale : elle contient des propositions pour améliorer les droits et les conditions de vie de la majorité des travailleuses et des travailleurs du Québec. Cette plateforme, adoptée lors du Conseil général de la FTQ du 21 février 2018, propose quatre grands chantiers prioritaires : milieux de travail ; services publics ; économie, emplois et fiscalité ; démocratie et langue.